

Le nouveau directeur de la Chambre de commerce, d'industrie et des services juge la RFFA cruciale pour la Suisse et Genève. Il défend un projet issu «du bon sens et du consensus»

«Nous sommes au pied du mur»

PROPOS RECUEILLIS PAR
RACHAD ARMANIOS

Fiscalité ► Vincent Subilia, le nouveau directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), par ailleurs député suppléant PLR, défend la RFFA, la réforme fiscale et financement de l'AVS. Il la juge équilibrée et seule à même de préserver l'emploi dans un pays et un canton si fortement tournés vers l'exportation.

A cinq jours de la votation, quel est votre message?

Vincent Subilia: Je crains que l'abstentionnisme ne soit le plus grand parti (22,6% de participation lundi, *ndlr*). J'en appelle à la mobilisation de tous car il en va de l'avenir de Genève. Cette votation est décisive. Elle consacre le retour du consensus helvétique, car la réforme fiscale fédérale – comme la genevoise – est équilibrée économiquement et socialement.

Les 186 millions pour les subsides maladie sont présentés comme une contrepartie sociale, alors que ce n'est que le contre-projet à l'initiative de la gauche pour plafonner les primes à 10% du revenu.

Oui, mais il s'agit d'un accord politique que les partis de droite (*sauf l'UDC, ndlr*) entendent honorer, contrairement au Parti socialiste où a finalement prévalu le dogmatisme, alors que ses députés avaient fait preuve du même pragmatisme que les figures de proue du PS qui défendent la RFFA à Genève. Nous aurions alors pu appeler à voter contre ce contre-projet tout en rouvrant les hostilités en redemandant un taux à 13,49%. Mais nous avons une parole et défendons cette composante sociale qui soulagera la classe moyenne, tant il est

vrai que les primes d'assurance-maladie asphyxient une partie de la population.

Ces 186 millions de dépenses supplémentaires et 400 millions de pertes fiscales après cinq ans, la croissance permettrait de les éponger haut la main?

Les communes, en particulier, savent qu'il s'agit d'une réforme dynamique. Les précédentes baisses d'impôt sur les personnes physiques en 1999 et 2010 ont généré de la croissance et permis d'augmenter la substance fiscale. On a la démonstration que le pari s'avérera gagnant. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas le choix, car nous sommes au pied du mur. L'abolition des statuts spéciaux, dénoncés par la gauche comme par la droite, est due à un environnement international qui évolue vers davantage d'équité – ce qu'il faut saluer. Or la Suisse ne peut prendre le risque d'être pénalisée et stigmatisée, car son économie dépend intimement de l'exportation. Un franc sur deux est gagné à l'étranger. Un refus serait dévastateur.

La France, l'Allemagne ou encore les Etats-Unis poussent pour que l'Europe se dote d'un taux d'imposition plancher. La RFFA, en alignant la Suisse et Genève sur les pays comme l'Irlande, a-t-elle déjà un train de retard? Nos autorités n'ont-elles rien appris des pressions contre le secret bancaire et, aujourd'hui, contre les statuts spéciaux?

Non. Cette réforme est dotée d'un arsenal en parfaite conformité avec les standards internationaux. Des aménagements substantiels ont été réalisés en comparaison de la RIE III, qui font de la RFFA une réforme pérenne. Nous maintiendrons notre compétitivité dans un environnement qui reste très



Pour Vincent Subilia, la RFFA consacre le retour du consensus helvétique, car «la réforme fiscale fédérale – comme la genevoise – est équilibrée économiquement et socialement». JPDS

concurrentiel. D'ailleurs, les trois pays que vous mentionnez ont procédé à des baisses massives de leur fiscalité ou sont en passe de le faire en ce qui concerne la France.

«Les multinationales ont choisi Genève car la Suisse offre une prévisibilité constante»

N'est-il pas temps de dire stop au chantage à la délocalisation des multinationales et que Genève fasse reposer sa prospérité sur des entreprises plus ancrées dans le territoire?

Il n'y a pas de chantage, mais des faits: les entreprises font leurs calculs. Les multinationales ont choisi Genève car la Suisse offre une prévisibilité constante. Or aujourd'hui, on porte des coups de canif à notre prospérité. Un emploi d'une multinationale équivaut à 1,5 emploi pour nos PME, qui sont irriguées par la présence de ces entreprises. On peut revenir à l'âge de pierre ou constater que nous sommes privilégiés par cette présence, car elle finance nos prestations sociales de qualité.

L'âge de pierre, n'est-ce pas que la RFFA ne prévoit aucun mécanisme en faveur d'une fiscalité verte?

En Suisse, il existe des incitations, mais je partage cette critique, car l'urgence climatique dictera à terme des mesures pour le climat. Mais pour lutter contre le réchauffement, il faut des moyens financiers que garantit la RFFA. Procédons par étape. I